

Marc, Alexandre, *Contre les États : Les régions d'Europe*
(Collection Régions) Préface de A. Marc, introduction de G.
Héraud, Presses d'Europe, Nice, 1973, 233 p.

Jean-Pierre Thouez

Volume 6, Number 1, 1975

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700522ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700522ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Thouez, J.-P. (1975). Review of [Marc, Alexandre, *Contre les États : Les régions d'Europe* (Collection Régions) Préface de A. Marc, introduction de G. Héraud, Presses d'Europe, Nice, 1973, 233 p.] *Études internationales*, 6(1), 120–121.
<https://doi.org/10.7202/700522ar>

conclu le 22 juillet 1972 entre la Suisse et la Communauté. Toivo Miljan, de la même université passe au crible les divers facteurs qui ont conditionné l'attitude spécifique de chaque pays nordique face à l'intégration économique de l'Europe (sécurité, souveraineté, économie). Enfin, Richard Senti, de Suisse, dresse le bilan des motivations qui ont poussé les pays africains à se rapprocher du Marché commun, en accordant des préférences à la Communauté. Il appert que cette attitude se justifie par des raisons tant politiques qu'économiques, mais se traduit par un gain économique au profit des Communautés, et par une perte pour les États africains, ce qui limite la portée de l'aide consentie par le Marché commun à ces pays.

L'ouvrage est donc fort divers quant à l'éventail des pays qui ont fait l'objet d'une étude. Mais il est plutôt consacré à l'impact économique de l'unification et de l'élargissement des communautés par rapport à ces pays, ce qui ne ressort pas de son titre.

Francis RIGALDIES

Droit,

Université de Montréal

MARC, Alexandre, *Contre les États : Les régions d'Europe* (Collection Régions)

Préface de A. Marc, introduction de G. Héraud, Presses d'Europe, Nice, 1973, 233p.

L'ouvrage *Contre les États : les régions d'Europe*, publié en 1973, mériterait d'être mieux connu au Québec. En effet, il représente un bilan rapide des efforts que mènent certaines ethnies pour assurer leur survie culturelle. Celle-ci n'est pas seulement fondée sur la langue mais aussi sur la maîtrise du pouvoir économique et social. Or ces ethnies : alsacienne, bretonne, catalane, corse, basque, flamande, frisonne, grisonne, irlandaise (du Nord), jurasienne, galloise, piémontaise, tyrolienne, valdotane, wallonne, occitane, revendiquent contre les États cen-

tralisateur leur autonomie. La thèse est simple : L'Europe actuelle est l'Europe des États, non celle des régions. En d'autres termes, cette construction politique ne fait que masquer les antagonismes latents entre les régions et les États.

À la limite, M. Alexandre Marc souligne, dans la préface de l'ouvrage, l'intérêt historique des sociétés communales comme source de la démocratie directe ; à la suite d'Alexis de Tocqueville il préconise une société fédéraliste d'organisations humaines : centre d'enseignement et de culture, groupements syndicaux, coopératives, mutualités, communautés de travail et de voisinage, instances médiateurs entre les collectivités de base et de la région. La philosophie politique de cette Europe est par conséquent proche de la démocratie sociale, même si elle peut prendre certaines formes marxistes dans les communautés telles que catalane et basque sous l'influence des jeunes générations.

Chacune de ces ethnies a un passé souvent fort riche actuellement négligé mais non disparu que les différents auteurs explicitent rapidement. Ce qui divise actuellement ces communautés régionales, géographiquement marginales pour la plupart des cas, c'est le respect de leur langue et la maîtrise de leur économie, quel que soit le niveau de développement. En effet, la Catalogne est une région prospère par rapport aux autres régions espagnoles ; par contre la Bretagne, le Pays Basque, sont des régions relativement considérées comme pauvres. On pourrait multiplier ces exemples. Constatons que, quels que soient les cas, on débouche vers une solution : l'autonomie. On doit cependant constater que celle-ci est marquée dans l'opinion commune des « accidents » de l'histoire. Il n'en reste pas moins que les exemples soulevés par les différents auteurs justifient un tel dénouement politique.

Les malaises soulignés par la faiblesse actuelle des politiques européennes, les frustrations engendrées par les différents

programmes de régionalisation, la prise de conscience de l'existence d'une communauté pas seulement fondée sur une base historique, culturelle, sentimentale, mais aussi économique et sociale assurent aux différents mouvements des assises populaires profondes. Dès lors assistons-nous à une véritable évolution régionale que l'on peut penser selon R. Laffont en termes de « Tiers-Monde » (une protestation de Tiers-Monde à l'intérieur de l'État) ou seulement à un phénomène temporaire dans la mesure où il apparaît comme un obstacle redoutable pour l'intégrité de « l'État » et la protection de l'ethnie dominante ? S'il y en a une, la solution passe par l'État, même si celui-ci paralyse l'application du droit de libre disposition des peuples avec le consentement souvent tacite des élites autochtones.

Finalement, remarquons avec G. Héraud l'intérêt d'une science ethnique ou ethnisme abordant d'une façon globale l'étude des ethnies ne se limitant pas comme l'ethnologie à l'étude des civilisations et des cultures n'excluant pas par conséquent la dimension politique et économique. Ouvrage de vulgarisation, écrit en collaboration par des « régionalistes » comme G. Héraud, R. Laffont, M. Philipponneau, J. Albertini, pour ne citer que les plus connus du grand public, n'ayant pas l'ambition de présenter toutes les régions européennes mais seulement une partie de celles où se posent des problèmes d'ordre ethnique. Il complète par conséquent le livre de G. Héraud intitulé « *L'Europe des ethnies*, publié en 1963. Un reproche cependant : le manque de cartes permettant de localiser les différentes régions, voire de suivre les commentaires des auteurs.

Jean-Pierre THOUÉZ

*Département de géographie,
Université de Sherbrooke*

MARC, Alexandre, *Péguy et le Socialisme*, Presses d'Europe, 1973, 189p.

C'est une bonne initiative de la part de Alexandre Marc d'avoir publié ce livre en

1973, année qui coïncide avec le centenaire de la naissance de l'auteur de *CLIO*. Cette initiative est d'autant plus intéressante que Alexandre Marc n'hésite pas à prendre le contre-pied des idées couramment admises de notre temps.

Péguy, qu'il considère d'ailleurs comme très proche de Proudhon, est un vrai socialiste qui est resté toujours conséquent avec lui-même. Mais de quelle sorte de socialisme s'agit-il ? Non pas du socialisme utopique mais plutôt du « socialisme réaliste » car Péguy est un philosophe réaliste qui se tourne vers l'avenir. Or le réalisme est « le point de départ et d'une manière différente, le point d'arrivée » ; le socialisme réaliste ne peut donc que déboucher sur une perspective libératrice.

C'est le socialisme libertaire, le vrai, qui a été trahi par des compromis de toutes sortes avec comme aboutissement, le communisme, ce « système pharaonique » qui a donné naissance au régime le plus rétrograde que le monde ait connu. Puis, apparaît un nouveau dieu : l'État, qui va à l'encontre de tous les objectifs du socialisme intégral.

L'auteur explique ensuite le sens du nationalisme de Péguy, qu'il reconnaît d'ailleurs en lui-même car c'est « la reconnaissance des valeurs nationales et l'adhésion à de telles valeurs ». Pour lui, la solution idéale est le fédéralisme qui est avant tout « diversité » ; pour l'Europe, seule une fédération constitue la solution d'avenir mais une fédération ayant comme base, non pas les « États-nations », mais plutôt les nations européennes. L'Europe des Nations est ce qu'il préconise et il n'a pas à en rougir car il n'y a que « les anti-nationaux qui s'opposent à la fédéralisation de l'Europe ».

Pour tout cela, il faut une révolution qui sera morale parce qu'elle implique une conversion et il y a lieu de continuer à espérer car cette révolution sera l'œuvre de la jeunesse.

Péguy, qui considère le socialisme comme une « mystique », n'a pas trahi mais a